Séance publique du 30 octobre 2000

Délibération n° 2000-5866

commission principale : déplacements et voirie

commission (s) consultée (s) pour information : finances et programmation

commune (s) : Lyon 1^{er}

objet : **13, rue René Leynaud - Engagement de la procédure de DUP et d'expropriation en vue de l'aménagement d'un parc public de stationnement**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière - Direction - Unité juridique

Le Conseil,

Vu le rapport du 17 octobre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le cadre de la protection des pentes de la Croix-Rousse, partie essentielle du centre historique de Lyon et désormais classée au patrimoine mondial de l'humanité, divers outils juridiques et urbanistiques ont été mis en œuvre en vue d'intégrer les contraintes topographiques, humaines et historiques de ce quartier, dans la réflexion publique au sujet de son aménagement.

Ainsi, les pentes de la Croix-Rousse ont été classées en zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et ont fait l'objet d'un plan de déplacement urbain (PDU) spécifique, élaboré récemment et actuellement en phase de test.

Dans le cadre de ce PDU, des règles concernant le stationnement et, notamment celui des résidents, ont été approuvées. Le Conseil a ainsi adopté, par délibération en date du 20 avril 1998, un plan de construction de plusieurs parcs de stationnement, en priorité dans les secteurs ayant à affronter ce problème de manière aiguë.

Il apparaît donc nécessaire de développer l'offre d'aire publique de stationnement dans les pentes de la Croix-Rousse. La création d'un parc public au numéro 13 de la rue René Leynaud, dans la partie arrière de l'immeuble s'élevant en façade, s'inscrit dans ce contexte.

Ce parc de stationnement fait l'objet d'un emplacement réservé au plan d'occupation des sols (POS) en révision, portant le numéro 11 au bénéfice de la Communauté urbaine. Par ailleurs, ce projet d'aménagement est conforme au POS actuel et à la ZPPAUP.

Des acquisitions amiables ont déjà été réalisées pour mener à bien cette opération mais, à ce jour, des négociations avec certains propriétaires n'ont pu aboutir. Il apparaît donc nécessaire d'engager la procédure d'expropriation.

A cette fin, un dossier d'enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique et sur le plan parcellaire a été établi.

Celui-ci comporte une appréciation sommaire et globale des dépenses se décomposant comme suit :

- coût des acquisitions et évictions	2 600 000 F
- coût des travaux	300 000 F
- coût des travaux annexes	100 000 F
- coût des démolitions	900 000 F
- coût des études	30 000 F

- coût total	3 930 000 F

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 20 avril 1998 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Décide l'engagement de la procédure d'expropriation.

2° - Approuve le dossier destiné à être soumis aux enquêtes d'utilité publique et parcellaire.

3° - Autorise monsieur le président à solliciter de monsieur le préfet du Rhône, à l'issue de ces enquêtes, la déclaration d'utilité publique des travaux et la cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation du projet.

4° - La dépense résultant de cette acquisition sera à imputer au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 211 800 - fonction 824 - opération 0341 ainsi que les frais évalués à 26 500 F - comptes 231 510, 231 210 et 203 100 - fonction 824 pour les travaux et démolitions.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,